

**MEMÓRIAS  
DA  
ACADEMIA DAS CIÊNCIAS  
DE  
LISBOA**

**CLASSE DE LETRAS**

---

**L'intégration économique en Afrique, quelles perspectives  
pour le Maghreb?**

DRISS GUERRAoui

---



**ACADEMIA DAS CIÊNCIAS  
DE LISBOA**

LISBOA • 2024

*Título:* L'intégration économique en Afrique, quelles perspectives pour le Maghreb?

*Edição:* Academia das Ciências de Lisboa

*Data de edição:* 2024

*DOI:* <https://doi.org/10.58164/c4av-pk12>

# **L'INTERGATION ECONOMIQUE EN AFRIQUE, PERSPECTIVES MAGHREBINES**

DRISS GUERAOU

Je voudrai, tout d'abord, m'adresser à Monsieur le Président de l'Académie, le Professeur Docteur Carlos Salema pour lui renouveler mes très sincères et vifs remerciements, et à travers à lui à tous les membres de cette prestigieuse institution Académique, l'une des plus anciennes au Monde, de m'avoir offert l'opportunité de partager avec vous, à l'occasion de cette conférence annuelle, quelques réflexions, d'abord sur le contexte particulier que traverse notre monde, et ensuite sur l'une des préoccupations de mon Continent l'Afrique, et de la région de cette Afrique à laquelle j'appartiens, le Maghreb, il s'agit de la nécessaire intégration économique, comme perspective indispensable à la préparation d'un avenir partagé meilleur pour les populations de cette partie sud de la mer Méditerranéenne, notre mer commune.

## **COMMENT SE PRÉSENTE LE CONTEXTE PARTICULIER QUE TRAVERSE ACTUELLEMENT LE MONDE ET QUI REND L'INTÉGRATION RÉGIONALE NÉCESSAIRE POUR LE CONTINENT AFRICAIN ET POUR LES PAYS DU MAGHREB?**

Notre Monde traverse à l'heure actuelle une très grave crise, générée par la pandémie COVID19. Cette crise est unique par sa nature, son ampleur, sa durée, son étendue géographique, ses formes de manifestation, sa complexité et ses impacts sur le plan humain, social, économique, financier, culturel, technologique, écologique, psychologique, spirituel et existentiel.

Du fait de ces spécificités, cette crise a jeté un regard universel nouveau sur l'état du Monde, en réveillant auprès des citoyens de toute la planète le sentiment profond de la vulnérabilité de la condition humaine et des limites de l'existence. Ce regard universel est porté par une conviction généralisée que les sociétés humaines sont entrées dans une nouvelle ère, marquée par les incertitudes de

tous genre, les aléas divers, porteurs de risques majeurs de toute nature, et ce à tous les niveaux de la vie sociale quotidienne des populations et des territoires, menaçant ainsi la sécurité humaine globale dans son ensemble.

Cette crise révèle que le système mondial est à l'aune de l'émergence de nouvelles générations de guerres et de catastrophes à la fois naturelles et postindustrielles, non seulement celles, plus visibles, que sont les guerres de l'alimentation, de l'eau, de l'énergie, des médicaments et des dispositifs médicaux, mais aussi celles plus complexes que sont les guerres de la connaissance et du savoir, de l'intelligence artificielle, de l'information, de l'image, de l'espace, du génie génétique végétal et animal et de sa forme d'expression suprême la plus extrême et certainement la plus ravageuse, qui est la guerre bactériologique.

Dans ce contexte particulier, les États de par le Monde sont en train de payer à un prix fort leur gestion passée des questions de développement, parce que cette gestion s'est éloignée des vrais besoins, des vraies priorités et des vraies aspirations de leurs citoyens, leurs entreprises, leurs territoires et leurs sociétés civiles.

Elle dévoile, également, les coûts exorbitants de l'absence d'une gouvernance mondiale responsable, solidaire, et partagée, productrice d'actions réellement multilatérales coordonnées, harmonieuses et convergentes des crises économiques, des pandémies, des catastrophes naturelles et des conflits.

Par ailleurs, cette crise nous a permis, au niveau individuel et collectif, comme à l'échelle des entreprises, des territoires, des Nations et des grandes régions du Monde de prendre conscience de l'accélération et de l'aggravation des irréversibilités dans l'équilibre entre l'Homme et la Nature du fait de la priorité accordé dans les politiques de développement à des choix économiques, technologiques et énergétiques centrés sur le productivisme et le consumérisme.

Elle nous a montré, également, que si nous voulons durer nous devons changer radicalement nos rapports au vivant, à la nature, au temps et à la technique, au droit et à la politique, à la science et à la philosophie au savoir, à la connaissance et aux croyances.

Elle nous a sensibilisés surtout sur la nécessité de penser autrement les risques, les aléas et la survenance imprévisible et à répétition des phénomènes extrêmes et des épidémies, et à intégrer en conséquence dans les politiques publiques la gestion des situations d'urgence.

De ces constants objectifs est née de la conviction selon laquelle on doit, à l'échelle de chaque pays et au niveau mondial, changer nos modèles de développement en changeant radicalement nos modes de production et de répartition de la richesse et nos façons de consommer, d'échanger et de coopérer.

Pour ce faire, nos États et nos sociétés doivent changer leurs priorités, ainsi que les rapports entre l'économie, l'écologie, le social et le culturel à partir d'un socle commun de valeurs intégrant le coût de la vie humaine.

Or, ces changements, devenus indispensables, voire incontournables, ne peuvent s'opérer si on continue à les penser les questions de développement à partir des grilles d'analyse, des prismes et des solutions puisées dans les systèmes économiques, sociaux, politiques et culturels hérités du XXIème siècle.

Nous sommes, donc, appelés à penser le nouveau monde à bâtir pour les prochaines décades du XXIème siècle en s'appuyant sur de nouveaux paradigmes. Aussi, c'est à une véritable révolution politique, culturelle et mentale, mais aussi celle de la connaissance et du savoir à laquelle on doit se préparer et préparer nos sociétés et nos économies.

Les États-Nations, les institutions internationales et régionales de la famille des Nations Unies, les citoyens, les entreprises, et les territoires doivent être les acteurs de cette métamorphose indispensable, tout en demeurant en veille permanente, et être mobilisés, déterminés et engagés pour réussir cette révolution paradigmatique indispensable pour construire le monde de l'après crise de 2020 générée par la pandémie COVID19.

### **QUELS ENSEIGNEMENTS TIRER DE CE CONTEXTE POUR COMPRENDRE LA SITUATION EN AFRIQUE EN GÉNÉRAL ET CELLE DU MAGHREB EN PARTICULIER?**

Pour répondre à cette question il faut partir de deux constats majeurs:

1. Le premier constat réside dans le fait que l'Afrique est actuellement le théâtre d'une nouvelle génération de guerres qui est en train de produire des menaces d'un genre nouveau, aggravées par la crise de la pandémie COVID19.

Il s'agit de l'émergence d'une nouvelle génération de pauvreté et de pauvres, de chômage et de chômeurs, de vulnérables et de vulnérabilités, de violences sociales extrêmes, de conflits ethniques, de guerres de religions, d'économie du

crime , de trafics d'êtres humains, de piraterie et de migrations forcées. Ces réalités sont en train de conduire à la prolifération de mouvements terroristes, sur un fonds d'un développement inédit en Afrique du radicalisme que nourris un fondamentalisme religieux croissant parmi les populations et pas uniquement les plus démunies.

Ces évolutions posent à l'Afrique des défis colossaux en termes de sécurité, de stabilité et de paix, indispensables pour le développement du continent.

2. Le deuxième constat tient au fait que l'Afrique recèle un potentiel important en matière de développement, avec des situations différenciées en termes de niveau, de genre et de rythme de développement, mais avec des problématiques communes à la plupart des pays du continent, hormis quelques rares exceptions. Ces problématiques sont:

- Une désindustrialisation continue qui traduit la poursuite de la faible valorisation du potentiel de richesses dont regorge le continent et corrélativement la prédominance d'une économie primaire;

- un système bancaire, financier et boursier peu développé, insuffisamment modernisé et faiblement intégré à l'international;

- Un enclavement du continent du fait d'un sous-équipement en termes de routes, d'autoroutes, de ports, d'aéroports, d'électrification, d'adduction d'eau potable et d'aménagement numérique des territoires, pour ne citer que les secteurs les plus stratégiques pour les économies et les sociétés africaines. Cet état de fait génère des difficultés réelles qui se dressent à la mobilité des personnes, des marchandises, des capitaux et des technologies en Afrique;

- Un développement extraverti porté par quelques grandes puissances étrangères principalement la Chine, l'Inde, le Japon, la France, la Russie et les États Unis et quelques grands réseaux transnationaux qui font et défont les vrais rouages des économies africaines.

La conséquence de toutes ces réalités c'est un développement du continent qui est non endogène, non inclusif, qui ne profite pas aux populations africaines qui ont le plus besoin, et qui met l'Afrique à une place sur la scène internationale qui est en dessous de son poids démographique, de ses potentialités en matière de ressources agricoles, hydriques, halieutiques, minières, énergétiques en sus de son patrimoine immatériel inestimable et ses apports à la civilisation humaine.

Au regard de ces potentialités, il est donc contre toute logique économique que i) l'Afrique continue à avoir la part la plus faible dans le commerce mondiale, évaluée à environ 2%, ii) de disposer d'un commerce intra-africain le plus faible au monde évalué à environ 11%, au moment où cette part est de 22% en Amérique, de 50% en Asie et de 70% en Europe, iii) de bénéficier de seulement 3 à 5% des flux d'investissement directs étrangers dans le monde, et corrélativement ne compter que pour 5% dans le PIB mondial.

Face à ces réalités et dans le contexte de la géo économie du Monde poste COVID19, aucun pays africain, ni aucun pays maghrébin ne pourra s'en sortir seul. D'où l'importance de pour l'Afrique et pour le Maghreb de construire une génération d'intégration régionale en phase avec les défis que leur lance un système mondial de plus en plus incertain.

### **L'INTEGRATION MAGHREBINE DANS UNE MONDIALISATION REGIONALISEE, QUELLES PERSPECTIVES?**

Dans le cadre de la géostratégie mondiale du XXIème siècle, il est une vérité de la palissade d'affirmer que les chances futures du développement appartiennent aux Nations qui ont su et pu s'inscrire dans des dynamiques portées par de grands ensembles régionaux. Car, si dans ce cadre aucun pays ne pourra s'en sortir seul, son appartenance à une zone de co-développement lui permet d'accéder à un marché vaste, garantir une sécurité globale, bénéficier d'une défense collective, réaliser des économies d'échelle dans de nombreux domaines exigeants des moyens humains et financiers importants, renforcer sa présence dans le monde et son rayonnement international, accroître son pouvoir de marchandage, de négociation et de plaidoyer, appartenir à un espace culturel et à une aire civilisationnelle commune et s'assurer une communauté de destin dans un monde incertain.

Conscients des enjeux de cette dynamique d'intégration régionale certains pays sont allés beaucoup plus loin. C'est en particulier le cas de la Chine avec la signature en novembre 2020 du Partenariat Économique Régional Global, qui réunit les pays de la grande zone Asie-Pacifique allant de la Chine à l'Australie et la Nouvelle Zélande en passant par l'Inde, le Japon et la Corée du Sud, regroupant ainsi le tiers de la population mondiale et de la richesse produite dans le monde.

Aussi, la mondialisation régionalisée est-elle devenue de facto un choix stratégique opéré par toutes les grandes puissances économiques anciennes et émergentes en tant que réponse à la complexité de la gouvernance des grandes questions dans un nouveau système mondial où la compétition a changé de nature et où émergent et se développent des insécurités d'un genre nouveau et de nouvelles générations de guerres.

Dans ce contexte, force est de constater que le Maghreb est la seule région au Monde où le processus d'intégration régionale est en panne et n'a connu aucun progrès à la mesure du potentiel de complémentarités, de la complexité des enjeux régionaux et mondiaux et de l'importance des défis lancés à tous les pays de la région en matière de développement, de sécurité et de stabilité.

Cette réalité explique pourquoi la part des 5 pays du Maghreb réunis représente moins de 1% dans le total du commerce mondial, que la part du commerce intra-maghrébin dans le PIB de la zone n'est que de 3% environ, et que la part des échanges de marchandises entre les pays du Maghreb dans le total de leur commerce avec le reste du Monde ne rentre que pour 5%, au moment où cette part est de 16% en Afrique, 19% en Amérique Latine, 51% en Asie, 54% en Amérique du Nord et de 70% en Europe ( FMI, 2018).

Par ailleurs, dans beaucoup de domaines la coopération entre les cinq pays a cessé d'exister et dans d'autres elle connaît même une régression depuis 1989, date de la création officielle à Marrakech de l'Union du Maghreb Arabe, formée par le Maroc, la Mauritanie, l'Algérie, la Tunisie et la Libye.

Or, depuis cette date, la région et le monde ont connu des transformations qualitatives notoires au niveau démographique, économique, politique, social, technologique, géostratégique, militaire, sécuritaire, et climatique.

De ce fait, l'évaluation de l'horizon maghrébin dans une mondialisation régionalisée nécessite de prendre en ligne de compte toutes ces réalités et ces transformations. C'est pour cette raison fondamentale que toute analyse de l'intégration au Maghreb doit partir d'un certain nombre de préalables.

### **Les préalables à l'analyse de l'intégration maghrébine**

En effet, pour être intelligible, l'examen de l'intégration régionale au Maghreb implique de prendre en considération deux préalables: un préalable méthodologique et un de nature stratégique.



Le préalable méthodologique part du postulat selon lequel il est aujourd'hui impératif de penser le Maghreb autrement, parce que tout a changé ou est en train de changer de façon à la fois rapide et structurelle dans cette région du monde.

Cette évolution touche tous les paramètres des sociétés maghrébines, la démographie certes, mais aussi l'économique, le politique, le social, le culturel, les valeurs, la donne militaire, sécuritaire et géostratégique.

Aussi, les analystes, les experts, les décideurs nationaux et les organisations internationales et régionales sont-ils appelés à repenser leur vision de toutes les problématiques des pays du Maghreb, et ce en changeant radicalement de paradigme. Ce changement devrait, cependant, être fondé sur la notion de rupture avec les approches classiques du passé en matière d'analyse de l'état et de l'évolution du développement économique, social et institutionnel de la région. La raison principale de cette rupture est que ces approches sont restées marquées par une vision héritée de la situation du Maghreb des années 60 et 70, une vision prisonnière des vestiges analytiques d'une guerre froide qui ne correspondent ni à la réalité du Monde du XXIème siècle et encore moins à celle du Maghreb d'aujourd'hui.

Le deuxième préalable est de nature stratégique. Il part de l'hypothèse selon laquelle, au-delà des modèles d'intégration régionale à bâtir par et pour les pays de la région, la grande question que se posent les acteurs et les forces vives du Maghreb à l'heure actuelle est de savoir dans quelles sociétés les populations maghrébines veulent-elles vivre? Quels avenir possibles elles veulent construire pour leurs peuples? Et quel socle commun de valeurs il leur convient de promouvoir pour renforcer le lien social et le vivre ensemble à la fois au sein de la région et dans le cadre des relations du Maghreb avec le reste du monde.

Ces problématiques fondamentales de nature stratégique sont au cœur de toute la dynamique sociétale qui caractérise les 5 pays du Maghreb, qui marque les transformations que leurs populations connaissent, notamment au niveau des jeunes, des femmes et des diasporas, et qui caractérisent les conflictualités qui les traversent.

A ces niveaux deux questions cruciales essentielles, impulsées par cette dynamique et ces transformations, émergent et se développent dans la région. Les réponses qui leur seront apportées conditionneront certainement demain les

grands équilibres au sein des États et des Sociétés Maghrébines, et par conséquent les chances d'une intégration régionale réussie.

Si la réponse à la première question dépend de la capacité de chaque pays à réaliser un équilibre intelligent entre Démocratie, Modernité et Religion, la deuxième est tributaire de la volonté des dirigeants de chaque pays du Maghreb à opérer un choix décisif entre une coopération bilatérale et multilatérale i) soit favorisant le développement mutuel, la co-émergence, la prospérité partagée, et la sécurité régionale globale, ii) soit poursuivant la politique de la recherche tout azimut d'un leadership hégémonique, fondée sur une approche conflictuelle des rapports de voisinage et sur l'ingérence dans les affaires intérieures des États de la région.

C'est de la nature des réponses de chaque pays à ces deux questions fondamentales que dépendra la capacité future de toute la région à réguler positivement les réalités paradoxales qui la caractérisent.

### **Des réalités paradoxales**

Le Maghreb est marqué par des réalités paradoxales qui sont le produit des évolutions différenciées que chaque pays a connu depuis son indépendance. Ces paradoxes touchent toutes les dimensions du développement dans les 5 pays de la région.

#### **1. Un développement économique, social et des infrastructures très contrasté**

Tout en prenant en considération que les trois pays du Maghreb que sont l'Algérie, la Tunisie et la Libye sont depuis plus de 20 confrontés à des problèmes politiques, économiques, sociaux, sécuritaires et de stabilité aigus, ayant conditionnés leurs performances économiques et sociales et celles attendantes au développement des infrastructures, on relève que les résultats réalisés à ces trois niveaux par les cinq pays du Maghreb sont très contrastés.

En effet, l'évaluation comparative de ces indicateurs montre que le Maroc semble jouer le rôle d'une véritable locomotive de la zone et jouir d'une place réelle de leadership régional qui rayonne non seulement dans la région, mais aussi au sein de la Grande Zone Afrique-Europe-Monde Arabe.

Cette réalité apparaît à l'échelle de nombreux indicateurs. Ainsi, concernant le taux de croissance du PIB entre 1980 et 2019, le Maroc a vu ce taux se multiplier par 5,46 pour atteindre 118,7 milliards de \$US, soit le taux le plus élevé

comparativement à l'Algérie et à la Tunisie, avec des taux de progression du PIB respectivement de 4,01 et 4,43; le cas de la Mauritanie, dont le taux est de 7,2, s'expliquant par le niveau très faible du PIB qui avoisinait 1 milliard de \$US en 1980.

Concernant l'indice de la compétitivité globale, le classement des pays du Maghreb en 2018 parmi les 138 pays évalués est de 87 pour Algérie, 70 pour le Maroc, 137 pour Mauritanie et 95 pour Tunisie (PNUD, rapport de 2018). Pour le Doing business, le classement parmi les 190 pays en matière de facilité des affaires évalués est de 157 pour l'Algérie, 186 pour la Lybie, 60 pour le Maroc, 148 pour Mauritanie et 80 pour Tunisie (Banque Mondiale). Concernant la gouvernance, mesurée entre autres par le niveau de la corruption, selon les données de Transparency International pour l'année 2018, le classement sur les 180 pays évalués est de 105 pour l'Algérie, 170 pour la Lybie, 73 pour le Maroc, 144 pour la Mauritanie et 73 pour la Tunisie.

Au niveau des nouvelles technologies de la communication, le pourcentage d'internautes par rapport au nombre d'habitants est de 42,9% pour Algérie, 20,3% pour la Lybie, 58,3% pour le Maroc, 18% pour Mauritanie, et 49,6% pour Tunisie (PNUD, 2018). Sur le plan de la mesure de l'état de la sécurité globale, mesurée par le taux d'homicide pour 100.000 habitants, les taux sont de 1,4 en Algérie, 2,5 en Lybie, 1,2 au Maroc, 9,9 en Mauritanie et 3,0 en Tunisie (PNUD, rapport de 2018).

La conséquence de ces performances liées à l'environnement général des affaires est le renforcement de l'attractivité du Maroc comparativement aux autres pays du Maghreb. L'indice le plus expressif à cette échelle réside dans les parts respectives des 5 pays du Maghreb dans le volume des investissements directs étrangers dans la région.

En effet, le volume des IDE dans la région maghrébine révèle que l'évolution entre 2010 et 2019 des entrées en millions de dollars courants est passé pour l'Algérie de 2300,37 à 11381,89, de 1240,63 à 1599,76 pour le Maroc, de 130,53 à - 883,56 pour la Mauritanie, et de 1334,50 à 810,17 pour la Tunisie. Ce volume était de 1784,00 en 2010 pour la Libye, le chiffre de 2018 n'est pas disponible (le site de la Banque Mondiale).

Le même constat peut être relevé en matière d'indicateurs de développement social. En effet, si le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans en 2017 est évalué

à 23,9% en Algérie, 40,0% en Lybie, 18,0% au Maroc, 18,6% en Mauritanie et 35,8% en Tunisie, la proportion de la population vivant dans une situation de pauvreté multidimensionnelle est de 51,2% en Algérie, 33,6% en Lybie, 78,1% en Mauritanie, 56,8% en Tunisie, et seulement de 1,9% au Maroc (PNUD, rapport de 2018).

Concernant les infrastructures, la valeur de l'indice de la qualité portuaire, qui oscillent, selon les standards internationaux, entre 1 pour les pays où cet indice est faiblement développé et 7 pour ceux où il est très développé, le Maroc est classé parmi les pays développés dans ce domaine, avec un indice de 5, au moment où cet indice est de 4,4 pour l'Italie, 5,1 pour la France, 5,2 pour le Portugal et 5,5 pour l'Espagne; la moyenne mondiale oscillant entre 4,1 et 5 dans les pays membres de l'OCDE.

Pour les autres pays du Maghreb, cet indice est de 3,4 pour l'Algérie, 3,3 pour la Tunisie, 2,6 pour la Lybie et 2,6 pour la Mauritanie.

Le même constat est relevé au niveau de l'Indice de performance logistique de 2018. Cet indice, qui évalue la qualité de l'infrastructure commerciale et des transports, oscille entre 1 pour une qualité faible et 5 pour une qualité élevée. A ce niveau, le Maroc est classé premier parmi les pays du Maghreb avec un indice de 2,43, suivi de l'Algérie avec un indice de 2,42, la Lybie avec 2,25, la Mauritanie 2,26 et la Tunisie 2,10 (Site de la Banque Mondiale).

Concernant les routes, le Maroc est classé en 2019 par Global Economy sur un total de 38 pays Africains parmi les cinq premiers pays africains disposant de routes de qualité. L'Algérie est classée dixième, la Tunisie vingtième et la Mauritanie avant dernière.

Au niveau des aéroports, le classement de 2020 du World Airport Awards de Skytrax qui évalue les meilleurs aéroports dans le monde, a révélé que l'aéroport de Singapour-Changi demeure à la première place pour la huitième année consécutive. Il devance sur l'aéroport de Tokyo-Haneda qui conserve son deuxième rang et Doha-Hamad International qui gagne une place au classement international.

En Afrique, le classement est dominé par trois aéroports sud-africains, que sont Cape Town, Durban King Shaka et Johannesburg. Pour le Maghreb, deux aéroports marocains figurent dans le Top 10 africain. Il s'agit de Marrakech classé 5ème et de Casablanca classé 10ème. Aucun autre aéroport des autres pays du Maghreb n'y figure.

Au niveau des infrastructures toujours, il y a lieu de souligner deux succès-stories réalisées par le Maroc, la Ligne à Grande Vitesse Tanger-Casablanca et le Port Tanger Med. Ces deux réalisations lui confèrent une avancée dans les domaines du transport maritime et ferroviaire en méditerranée et en Afrique. Et il est fort à parier, qu'avec la construction en cours du Port de Dakhla-Atlantique, les provinces du Sud du Maroc se hisseront en véritable hub international, dont la destination sera la grande zone Afrique-Europe-Atlantique et Asie par le Moyen Orient. C'est alors qu'on parlera de «la Route de Dakhla».

Toutefois, et aussi paradoxale que cela puisse paraître, malgré toutes ces performances, le classement du Maroc en matière d'indice de développement humain (IDH) demeurent très peu satisfaisant comparativement à celui de l'Algérie et de la Tunisie. En effet, ce classement établi par les Nations Unies sur la base de la comparaison entre 189 pays est de 82 pour l'Algérie, 91 pour la Tunisie, 110 pour la Libye, 121 pour le Maroc et 161 pour la Mauritanie (PNUD, Rapport 2019).

Toute proportion gardée, cette contreperformance du Maroc et de la Mauritanie en matière d'indice de développement humain est due principalement aux très mauvais résultats réalisés par ces deux pays de la région en matière d'éducation et de santé.

Au regard, de toutes ces réalités paradoxales, le coût du non Maghreb dans la mondialisation régionalisée actuelle est exorbitant. Il dépasserait de loin les 3 % du PIB des cinq pays de la région réunie, comme semble l'évaluer les experts.

## 2. Un décalage entre les réalités et les ambitions de l'intégration

Ce décalage s'explique par le fait que les acteurs clés de la région, c'est-à-dire ceux qui font et défont les décisions majeures dans la région, et hormis quelques exceptions de pays et d'acteurs, n'ont pas confiance en la construction maghrébine, n'ont pas de visibilité au regard de cette construction, ne fondent aucun espoir sur ce projet, et n'entreprennent pas d'actions de mobilisation des forces vives de la région autour de l'idéal maghrébin, le tout dans un contexte de désengagement des partis politiques, des centrales syndicales, des intellectuels et des organisations non gouvernementales issues des sociétés civiles vis-à-vis de l'intégration maghrébine.

Cet état de fait, s'opère alors que nous assistons à un déficit de connaissance des nouvelles réalités de la région et des transformations qui marquent les

économies et les sociétés maghrébines, un intérêt discontinu des universitaires et chercheurs pour le Maghreb et une certaine indigence des centres de recherches maghrébines dédiés à la problématique de l'intégration maghrébine.

A tout cela s'ajoutent deux faits importants:

- Des États et des sociétés maghrébines qui ne réunissent pas les conditions objectives de l'intégration, notamment l'absence d'une volonté politique commune, d'une vision partagée de l'intégration, d'une génération d'élites visionnaires, des genres de développement non homogènes, d'un choc fondateur axé sur la concorde et la paix régionales et d'un noyau dur pouvant servir de locomotive et de ciment de l'entente à l'image du couple franco-allemand pour l'Union Européenne, et qui aurait et devrait être le couple marocco-algérien.

- Le deuxième fait réside dans la prédominance chez certains dirigeants de la région d'une conception des rapports entre les États aux antipodes d'une ambition commune d'unité et d'une volonté partagée d'une construction d'un Maghreb solidaire. Ces rapports sont bâtis soit sur la peur du voisin, soit sur les intérêts immédiats, soit sur le réalisme politique et le pragmatisme dicté par la proximité géographique, soit sur l'ingérence ouverte ou dissimulée dans les affaires intérieures des pays voisins portée par la permanence de velléité d'hégémonie hérité d'une période, et qui devrait être révolue au vu des enjeux et des défis régionaux colossaux qui guettent le Maghreb en termes de développement et de sécurité sur un fond de fragilités et des vulnérabilités communes.

### **Des fragilités et des vulnérabilités communes**

L'ensemble des pays du Maghreb fait face à de nombreuses fragilités et de vulnérabilités qui portent en elles de réelles conditions de déstabilisation de toute la région. Il s'agit des menaces terroristes, de la montée de la radicalisation religieuse, des tentations régionalistes, de la croissance des inégalités sociales, territoriales et de genre, de l'instabilité de la sécurité régionale, de la résurgence des conflits ethniques, des tensions liées à la création artificielle de situations de guerres, de la dégradation des écosystèmes naturels du fait de la dilapidation du patrimoine génétique végétale et animale, de la perte de la biodiversité, et de la surexploitation des ressources hydriques, agricoles, halieutiques,

forestières, minières et énergétiques, de la fracture numérique, de l'apparition de formes atypiques de migrations forcées, de l'accroissement de l'économie du crime et de la dépendance alimentaire.

Hormis le cas du Maroc, qui jouit d'une stabilité politique réelle, ces fragilités et ces vulnérabilités sont aggravées dans les autres pays du Maghreb par des situations institutionnelles différenciées.

### **Des situations institutionnelles différenciées**

Le développement institutionnel dans les 5 pays du Maghreb dénote, en effet, de dynamiques politiques très contrastées.

L'Algérie est en situation d'incertitudes institutionnelles sur un fond de crise économique profonde, d'aggravation du malaise social impulsant un état d'instabilité politique et une évolution institutionnelle difficile;

La Tunisie qui peine à réussir sa transition institutionnelle dans un contexte de difficultés économiques et financières aigues, de défis sociaux cruciaux et de désespoir en l'avenir par une frange importante de la société.

La Mauritanie à la recherche d'une normalité institutionnelle, mais en proie avec des menaces de toute nature.

La Libye sans État, à la recherche de perspectives institutionnelles, mais qui reste otage de convoitises de diverses origines et où prolifèrent des trafics de tout genre.

Enfin, le Maroc, dont le trait le plus marquant réside dans la légitimité politique d'une monarchie populaire, et dans la centralité de l'institution du Roi au sein d'un système social national lui conférant un pouvoir à la fois temporel et spirituel, porté par un État multiséculaire enraciné dans l'histoire d'une Nation unie.

Cette donne institutionnelle fondamentale a permis au Maroc de réussir une synthèse maîtrisée et un équilibre intelligent entre démocratie, modernité et religion.

Face à ces réalités paradoxales et à ces défis complexes, quelles perspectives s'offrent au Maghreb actuel en vue de gagner la bataille de la construction d'une intégration régionale future en phase avec les impératifs d'une mondialisation de plus en plus régionalisée?

A cet égard, tout porte à croire que la clé de ces perspectives réside dans l'émergence au sein de la région d'une nouvelle culture politique.

Cette nouvelle culture politique, cependant, doit partir du postulat selon lequel, dans le contexte de la géoéconomie et de la géopolitique mondiale actuelle, aucun pays du Maghreb ne pourra s'en sortir seul.

Elle doit, également, être portée par une conviction généralisée des classes dirigeantes et des élites que seuls unis dans une grande zone Afrique-Europe-Monde Arabe à bâtir que les 5 pays du Maghreb pourront accroître leur pouvoir de négociation sur la scène internationale, mieux défendre leurs intérêts stratégiques, assurer une défense et une sécurité communes, mutualiser leurs avantages comparatifs sur le plan économique, lutter collectivement contre les nouvelles menaces qui guettent la région entière en matière de radicalisme, de terrorisme, de migrations sauvages et de crime organisé, et relever ensemble les défis de la transition climatique, énergétique et numérique.

Mais pour réaliser ces objectifs stratégiques, le Maghreb a besoin d'une nouvelle génération d'élites politiques plus visionnaires et plus soucieuses des intérêts de leurs peuples, capables de faire des différents et des conflits actuels des facteurs d'union et de solidarité, et transformer les inégalités d'aujourd'hui en matière de développement en inégalités productives et les défis du présent en opportunités pour l'avenir.

Ce sont ces conditions qui redonneront de l'espoir aux populations du Maghreb, qui créeront un contexte régional de confiance favorable à la mobilisation générale des acteurs et forces vives de la région autour de l'idéal maghrébin. Elles pourraient permettre, aussi, de servir de leviers politiques et culturels pour réaliser des raccourcis indispensables pour rattraper le temps perdu en matière d'intégration régionale. Ce sont ces conditions qui sauront, enfin, enraciner dans les sociétés maghrébines la culture de la concorde, du bon voisinage, du co-développement, et de la solidarité, valeurs indispensables pour construire un nouveau Maghreb uni et fort où règnent la paix, la sécurité et la prospérité partagée.

Aussi, pour toutes ces raisons réunies, et au regard de tous ce qui précède, il devient de la plus grande importance de revisiter l'accord initial instituant l'Union du Maghreb Arabe.

Une telle démarche devrait tracer pour la région une nouvelle ambition en matière d'intégration, en phase avec les impératifs et les défis du monde du XXIème siècle. Il ne s'agit plus d'un choix, mais d'une nécessité impérieuse, si le Maghreb, en tant qu'ensemble régional, ne veut pas rester en dehors de l'Histoire.



Dans cette perspective, et pour paraphraser l'éminent penseur tunisien, feu Hicham Djait, si pour le Maghreb le retour au passé est impossible, ses futurs sont multiples.

COMUNICAÇÃO APRESENTADA À CLASSE DE LETRAS  
NA SESSÃO DE 26 DE NOVEMBRO DE 2020

COMUNICAÇÃO RECEBIDA A 5 DE MAIO DE 2022

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Mohamed, A., *Évaluation des efforts d'intégration régionale en Afrique en vue de promouvoir le commerce intra-africain*, Centre africain pour les politiques commerciales, Commission Économique pour l'Afrique, Dakar, 2005.
- Banque Mondiale, site de la Banque Mondiale.
- Conseil Économique Social et Environnemental, *l'intégration régionale du Maroc à l'Afrique: Pour une stratégie au service d'un développement durable avec l'Afrique*, Rabat, 2018.
- Fonds Monétaire International, *l'intégration économique du Maghreb, une source de croissance inexploitée*, n.°19/01, Washington, 2018.
- Forum de Mabako, *Quelle Afrique à l'horizon 2040*, 20-21 et 22 février Bamako, 2020.
- Philippe, H., *L'Économie de l'Afrique*, Éditions La Découverte, 2012.
- Institut Royal des Etudes Stratégiques, *Pour un développement autonome de l'Afrique*, Rapport stratégique, Rabat, 2018.
- Ministère de l'Économie et des Finances, Direction des études et des prévisions financières, *Enjeux de l'intégration maghrébine "Le coût du non Maghreb"*, 2008, Rabat. <http://www.finances.gov.ma/depf/depf.htm>,
- Policy Center for the New South, *Rapport annuel sur la géopolitiques de l'Afrique*, Rabat, 2019.
- Policy Center for the New South, *Maroc-Mauritanie: intérêts stratégiques communs*, Policy BQrief, numéro de janvier, PB-20/03, Rabat, 2020.
- Brice, P., *L'action de la CEDEAO, régionalisme et prévention des conflits en Afrique*, Éditions Harmattan, 2017.
- Rapport sur le développement humain*, Programme des Nations Unies pour le Développement, New York, 2019.
- Alioune, S., *Afrique 2025: quels futurs possibles pour l'Afrique au sud du Sahara?*, Éditions Karthala, 2003.
- Silem Ahmed, *Les coûts du non-Maghreb*, in Jean-Paul Chagnollaud et Xavier Richet (2020): *Les frontières revisitées. Héritage, fragmentation, recomposition hiérarchies*, Editions l'Harmattan, 2020.
- World Economic Forum, *The global competitiveness, Report 2018-2019*.